

Centre de sauvetage : Ottawa recule

Aucun autre établissement ne pouvait assurer des services en français pour les personnes en détresse, reconnaît Ottawa



Photo Presse canadienne - Andrew Vaughan.

Par Isabelle Porter

Le gouvernement Harper a finalement décidé de maintenir le Centre de sauvetage maritime de Québec dont il avait annoncé la fermeture il y a trois ans.

« *Nous devons nous assurer qu'on assure un service en français* », a déclaré le ministre de l'Infrastructure, Denis Lebel, mercredi. Le plan conservateur prévoyait le transfert des services de Québec vers Trenton et Halifax, mais il s'est avéré impossible d'y offrir un service en français.

« *Comme on n'a pas été capable d'avoir une confirmation que 24 heures sur 24 chaque jour des services français soient donnés par Trenton ou Halifax, nous garderons le Centre de sauvetage de Québec ouvert* », a précisé le ministre.

Le Centre secondaire de sauvetage maritime de Québec répond en moyenne à 1422 incidents maritimes par année, dont 13 % concernent une situation de personnes en détresse.

Annoncée en 2011, la fermeture du centre devait se faire en 2012, mais ne s'était jamais concrétisée. En mai, le commissaire aux langues officielles, Graham Fraser, avait publié un rapport de suivi très sévère, relevant des lacunes qui auraient pu « *mettre en danger la sécurité des marins, des pêcheurs et des plaisanciers francophones* ».

Cheval de bataille

Le vérificateur général avait quant à lui mis en doute la capacité de Trenton et Halifax à recruter des employés bilingues. « *Nous avons constaté que la Garde côtière*

canadienne n'avait pas été en mesure de recruter ni de former un nombre suffisant de coordonnateurs bilingues », écrivait Michael Ferguson dans son rapport au printemps.

Le Nouveau Parti démocratique (NPD) en avait fait un véritable cheval de bataille depuis trois ans. Mercredi, la députée de Québec Annick Papillon poussait un soupir de soulagement. *« C'est le seul centre de sauvetage officiellement bilingue au pays, a-t-elle commenté. Ils prennent des décisions sans les avoir évaluées via une étude d'impact sérieuse. Mais ils voulaient absolument fermer le centre, faire des économies. »*

Pour la députée, la fermeture du centre mettait carrément en danger la vie des navigateurs. *« Le 18 mai dernier, on avait dû appeler à cinq reprises à Halifax pour finalement parler à quelqu'un en français. »*

Au total, neuf postes sont touchés par la décision du gouvernement fédéral. Or Mme Papillon croit qu'une partie de l'expertise locale s'est perdue au cours des trois dernières années. *« Dans l'industrie maritime, c'est de plus en plus difficile de trouver des gens qui cumulent différentes compétences. Au centre, à force d'avoir une épée de Damoclès au-dessus de la tête, on a perdu quelques joueurs importants »,* dit-elle en ajoutant *« qu'on va peut-être pouvoir se reprendre. »*

La survie du Centre de Québec était un secret de polichinelle sur les deux collines parlementaires, mais les conservateurs tardaient à en faire l'annonce officielle.

Avec La Presse canadienne